

JEUNESSE BRUXELLES

Les conseillers musulmans IPPJ DÉNONCENT des formations bidon

► Une formation lancée par l'Exécutif des Musulmans après les attentats de mars 2016 fait polémique.

► Des formations bidon, totalement inadaptées aux réalités de terrain et même partiellement improvisées et n'ayant d'autre objectif apparent que celui de satisfaire les demandes des médias et des autorités publiques : tel est le constat accablant des trois conseillers musulmans travaillant au sein des Institutions publiques de protection de la jeunesse (IPPJ) au sujet d'un cycle de formations lancé par l'Exécutif des Musulmans (EMB) dans la foulée des attentats de mars 2016.

En octobre 2016, le président de l'EMB Salah Echallaoui a lancé une formation de quatre mois en droit pénal, psychologie et communication destinée aux conseillers islamiques reconnus, en d'autres mots les personnes chargées d'apporter une assistance morale et religieuse dans les établissements pénitentiaires et les IPPJ. Objectif affiché avec ces formations organisées en collaboration avec les services du ministre de l'Enseignement supérieur Jean-Claude Marcourt (PS) : permettre à ces conseillers d'améliorer leur connaissance des réalités de terrain et développer de nouvelles techniques de dialo-

gue.

EN RÉALITÉ, que ce soit sur la forme ou le fond, les formations n'ont jamais répondu aux attentes, expliquent les trois conseillers musulmans travaillant dans les cinq IPPJ de la Fédération Wallonie-Bruxelles. "Nos interpellations restent sans réponses. Nous étions déçus de la médiocrité de ce qui nous a été offert. Pour exemple, pour le cours de communication, nous nous sommes trouvés devant un professeur de français qui voulait nous apprendre à dire bonjour ! Pour la formation en Droit, la formatrice n'était même pas au courant qu'elle allait être confrontée à des conseillers en IPPJ !", souligne l'un d'eux, Mohamed Azaitraoui, dans un mail envoyé en début de semaine aux membres de l'assemblée de l'EMB.

Un constat partagé par ses deux collègues, Soumaya Andaloussi et Moaz Mahfoud. "On s'est demandé ce qu'on faisait là. Ce qui était très frappant, c'était qu'au tout début

de la formation, une équipe de télévision était venue faire un reportage. On a eu l'impression que c'était pour la galerie", explique Moaz Mahfoud, qui est attaché aux IPPJ de Fraipont et Jumet.

» Salah Echallaoui.

"La forme posait aussi problème, quand on a arrêté de venir, ils nous ont envoyé des recommandés pour nous dire que c'était obligatoire. Oui, on peut parler d'une forme de harcèlement", se souvient sa collègue, attachée à S-Servais.

SELON NOS INFORMATIONS, une rencontre est prévue ce mois-ci entre le ministre de l'Aide à la jeunesse Rachid Madrane (PS) et le président de l'EMB pour voir comment améliorer les futures formations destinées aux conseillers musulmans IPPJ. De son côté, Salah Echallaoui était injoignable vendredi pour un commentaire. "Il est malade. Mais il s'agit de fausses accusations", a assuré, son plus proche conseiller Abdelaziz El Ouahabi.

Julien Thomas